

ЗАКОН
О ПОТВРЂИВАЊУ КОНВЕНЦИЈЕ О
МЕЂУНАРОДНИМ ИЗЛОЖБАМА

Члан 1.

Потврђује се Конвенција о међународним изложбама сачињена у Паризу, 22. новембра 1928. године у оригиналу на француском језику.

Члан 2.

Текст Конвенције о међународним изложбама у оригиналу на француском језику и у преводу на српски језик гласи:

Convention ⁽¹⁾ concernant les Expositions internationales.

Paris, 22 novembre 1928.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements ci-après énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, du 12 au 22 novembre 1928, sont convenus, d'un commun accord et sous réserve de ratification, des dispositions suivantes:

Titre premier. – Définitions.

Article premier.

Les dispositions de la présente convention se s'appliquent qu'aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Est considérée comme exposition internationale officielle ou officiellement reconnue toute manifestation, quelle que soit sa dénomination, à laquelle des pays étrangers sont invités par la voie diplomatique, – qui a, en général, un caractère non périodique, dont le but principal est de faire apparaître les progrès accomplis par les différents pays dans une ou plusieurs branches de la production, et dans laquelle il n'est fait, en principe, aucune différence entre acheteurs ou visiteurs pour l'entrée dans les locaux de l'exposition.

Ne sont pas soumises aux dispositions de ladite convention:

1. Les expositions d'une durée de moins de trois semaines;
2. Les expositions scientifiques organisées à l'occasion de congrès internationaux, à condition que leur durée ne dépasse pas celle prévue au No 1;
3. Les expositions des beaux-arts;
4. Les expositions organisées par un seul pays dans un autre pays, sur l'invitation de celui-ci.

Les pays contractants sont d'accord pour refuser aux expositions internationales qui, tombant sous l'application de la présente convention, ne rempliraient pas les obligations qui y sont prévues, le patronage et les subventions de l'Etat, ainsi que les autres avantages prévus aux titres III, IV et V ci-après.

Article 2.

Une Exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transports, etc.).

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10 une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

¹ For translation see p. 23

Article 3.

La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois ; néanmoins le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

Titre II. - Fréquence des Expositions.

Article 4.

La fréquence des expositions internationales visées par la présente convention est réglementée selon les principes suivants:

Les expositions générales sont rangées en deux catégories:

Première catégorie: les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie: les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie ; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'exposition de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'exposition.

Article 5.

Le pays contractant sur le territoire duquel est organisée une exposition conforme aux dispositions de la présente convention doit, sous réserve de l'article 8 ci-après, adresser par la voie diplomatique une invitation aux pays étrangers:

Trois ans à l'avance quand il s'agit d'expositions générales de la première catégorie;

Deux ans à l'avance pour les expositions générales de la deuxième catégorie;

Un an à l'avance pour les expositions spéciales.

Aucun Gouvernement ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si l'invitation ci-dessus n'a pas été adressée.

Article 6.

Lorsque plusieurs pays seront en concurrence entre eux pour l'organisation d'une exposition internationale, ils procéderont à un échange de vues afin de déterminer le pays qui obtiendra le privilège de l'organisation.

Au cas où l'accord ne pourrait intervenir, ils demanderont l'arbitrage du Bureau international, qui tiendra compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, de la période écoulée depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les pays concurrents.

Article 7.

Lorsqu'une exposition répondant aux caractéristiques des manifestations définies par l'article 1^{er} est organisée dans un pays non adhérent à la présente convention, les pays contractants, avant d'accepter l'invitation à cette exposition, demanderont l'avis du Bureau international.

Ils ne donneront pas leur adhésion à l'exposition projetée si elle ne présente pas les mêmes garanties que celles exigées par la présente convention ou tout au moins des garanties suffisantes. En cas de simultanéité de date entre une exposition organisée par un pays contractant et celle organisée par un pays non contractant, les autres pays contractants donneront de préférence, à moins de circonstances exceptionnelles, leur adhésion à la première.

Article 8.

Les pays qui veulent organiser une exposition visée par la présente convention doivent adresser au Bureau international, six mois au moins avant les délais d'invitations fixés à l'article 5, une demande tendant à obtenir l'enregistrement de cette exposition. Cette demande comportera l'indication du titre de l'exposition et de sa durée; elle sera accompagnée de la classification, du règlement général, du règlement du jury et de tous les documents indiquant les mesures envisagées pour assurer la sécurité des personnes et des constructions, la protection de la propriété industrielle et artistique et pour satisfaire aux obligations prévues aux titres IV et V. Le Bureau n'accorde l'enregistrement que si l'exposition remplit les conditions de la présente convention.

Aucun pays contractant n'acceptera l'invitation de participer à une exposition visée par la présente convention si cette invitation ne fait pas mention que l'enregistrement a été accordé.

Toutefois les pays contractants qui ont reçu cette invitation restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition organisée en conformité des stipulations de la présente convention.

Article 9.

Quand un pays aura renoncé à organiser une exposition qu'il avait projetée et qui avait obtenu l'enregistrement, le Bureau international décidera de la date à

laquelle il pourra être admis à concourir à nouveau avec les autres pays pour l'organisation d'une autre exposition.

Titre III. - Bureau international des Expositions.

Article 10.

Il est institué un Bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la convention. Ce Bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une Commission de classification, et un Directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau international sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la convention. Au cours de cette réunion le Conseil fixera le siège du Bureau international et élira le Directeur.

Article 11.

Le Conseil d'administration est composé de membres désignés par les pays contractants à raison de un à trois par pays. Il est autorisé à s'adjoindre, à titre consultatif, deux ou trois membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette chambre.

Le Conseil statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente convention lui attribue compétence; il discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur du Bureau international. Il arrête le budget des recettes et des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

Article 12.

Tout pays, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein du Conseil. Tout pays peut confier sa représentation à la délégation d'un autre pays qui, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix égal au nombre des pays qu'il représente. Un quorum des deux tiers des pays représentés au Conseil est requis pour la validité des délibérations.

Les votes ont lieu à la majorité absolue, sauf dans les cas suivants:

1. Etablissement du règlement;
2. Augmentation du budget;
3. Rejet d'une requête présentée par un pays contractant ou admission d'une requête lorsque plusieurs pays sont en concurrence;
4. Autorisation d'une exposition générale pour une durée supérieure à six mois.

Dans ces quatre cas, une majorité des deux tiers des pays représentés au Bureau international est requise.

Article 13.

La Commission de classification est composée des représentants de douze pays contractants, nommés par leur Gouvernement.

Ces pays sont désignés pour moitié par le Bureau international; l'autre moitié fait l'objet d'un roulement dans des conditions déterminées par le règlement du Bureau.

La Commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, un ou deux membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette Chambre.

Cette Commission soumet à l'approbation du Conseil d'administration la classification prévue à l'article 2 et les modifications qui pourraient y être apportées. Pour l'application des délais prévus à l'article 4, elle donne son avis sur la question de savoir si une exposition soumise à l'enregistrement est spéciale ou générale et, si, malgré son titre et sa classification, elle n'est pas de même nature qu'une exposition précédente ou qu'une exposition spéciale qui s'organise à la même date.

Article 14.

Le budget du Bureau est provisoirement fixé à 4,000 livres sterling. Les dépenses du Bureau sont supportées par les pays contractants dont les parts contributives sont déterminées de la manière suivante: la part des pays membres de la Société des Nations est déterminée en proportion de la contribution que ces pays versent à la Société des Nations. Sauf le cas d'augmentation du budget ci-dessus fixé, la part des pays les plus imposés ne peut dépasser 500 livres sterling. Les pays qui ne sont pas membres de la Société des Nations désignent, en tenant compte de leur développement économique, un pays membre de la Société des Nations, et leur part est égale à celle qui est versée par le pays ainsi désigné.

Le Conseil d'administration peut en outre autoriser la perception de toutes autres recettes en rémunération des services rendus aux groupements ou aux particuliers.

Titre IV. - Obligations du Pays qui invite et des Pays participants.

Article 15.

Le Gouvernement qui invite à une exposition internationale doit nommer un commissaire du Gouvernement ou un délégué chargé de le représenter et de garantir l'exécution des engagements pris vis-à-vis des participants étrangers. Le commissaire ou le délégué doit en outre prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde matérielle des objets exposés.

Article 16.

Les Gouvernements des pays participants doivent nommer des commissaires ou délégués pour les représenter et veiller au respect des règlements édictés à l'occasion de la manifestation.

Les commissaires ou délégués sont seuls chargés de régler l'attribution ou la répartition des emplacements entre les exposants dans les pavillons de leurs pays et dans les sections nationales.

Article 17.

Dans une exposition générale, il ne peut être perçu par l'Administration aucune taxe pour les emplacements couverts et découverts prévus au programme de l'Exposition et attribués à chaque pays participant.

Article 18.

Dans toute exposition visée par la présente convention, les objets étrangers passibles de droits de douane et taxes sont admis en franchise temporaire à condition d'être réexportés. Un certificat de l'expéditeur accompagnant les marchandises atteste le nombre et la nature, les marques et numéros des colis ainsi que la dénomination commerciale des produits, leurs poids, origine et valeur. Les

objets sont dédouanés dans les locaux d'Exposition sans être soumis à un examen douanier à la frontière. Les dispositions précédentes sont applicables sous réserve des règlements douaniers du pays organisateur de l'Exposition.

Lorsque d'après la législation nationale du pays qui invite, un cautionnement est nécessaire pour l'obtention de la franchise temporaire prévue au paragraphe précédent, le cautionnement donné par le commissaire de chaque pays participant au nom de ses exposants sera considéré comme une garantie suffisante pour le paiement des droits de douane et des autres droits et taxes frappant les objets exposés qui ne seraient pas réexportés après la clôture de l'Exposition dans les délais fixés.

Sont exclus du bénéfice de la franchise temporaire de droits les stocks de marchandises qui ne constituent pas des échantillons proprement dits et qui sont importés dans le seul but d'être mis en vente au cours de l'Exposition.

En cas de destruction totale ou partielle des objets exposés, l'exposant bénéficie de la franchise:

1. S'il justifie que les quantités non représentées ou que les objets détériorés ont été utilisés pour les services de l'Exposition ou ne peuvent plus être vendus en raison de leur nature périssable; et
2. Si le tarif douanier ne frappe d'aucune taxe ou droit d'entrée les objets détériorés ou inutilisables.

Ce bénéfice ne sera pas accordé lorsque les objets auront été livrés à la consommation à laquelle ils sont normalement destinés.

Les justifications prévues à l'alinéa 4 sont présentées par le commissaire ou le délégué du pays auquel ressortit l'exposant; la décision appartient à l'Administration du pays où l'exposition a lieu.

Doivent être considérés comme objets destinés à l'exposition pour application des dispositions qui précèdent:

1. Les matériaux de construction, même s'ils sont importés à l'état de matière première destinée à être travaillée après l'arrivée dans le pays où l'exposition a lieu;
2. Les outils, le matériel de transport pour les travaux de l'exposition;
3. Les objets servant à la décoration intérieure et extérieure des locaux, stands, étalages des exposants;
4. Les objets servant à la décoration et à l'ameublement des locaux affectés aux commissaires ou délégués des pays participants, ainsi que les articles de bureau destinés à leur usage;
5. Les objets et produits employés aux installations et au fonctionnement des machines ou appareils exposés;
6. Les échantillons nécessaires aux jurys pour l'appréciation et le jugement des objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du commissaire de la section mentionnant la nature et la quantité des objets consommés.

En outre, sont exonérés de droits:

1. Les catalogues, brochures et affiches officiels, illustrés ou non, publiés par les pays participant à l'Exposition;
2. Les catalogues, brochures, affiches et toutes autres publications, illustrés ou non, distribués gratuitement par les exposants des objets étrangers dans l'enceinte de l'exposition et seulement pendant sa durée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets qui, par suite de la législation du pays organisateur, font partie d'un monopole d'Etat ou dont la vente est défendue ou réglementée par licence, sauf sous des conditions prescrites par le Gouvernement de ce pays. Toutefois l'exposition de ces produits reste autorisée, sous réserve des mesures de contrôle en vue d'en interdire la vente.

Article 19.

Le règlement de toute Exposition internationale doit comporter une clause qui donne à l'exposant le droit de retirer sa déclaration de participation, dans le cas où une aggravation des droits applicables aux produits de cet exposant interviendrait après l'acceptation de participer à l'Exposition.

Article 20.

A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujéti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe.

Article 21.

Dans une exposition internationale, il ne peut être fait usage, pour désigner un groupe ou un établissement, d'une appellation géographique se rapportant à un pays participant qu'avec l'autorisation du commissaire ou délégué de ce pays.

En cas de non-participation de pays contractants, de telles interdictions sont prononcées par l'Administration de l'Exposition sur la demande des Gouvernements intéressés.

Article 22.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité d'un commissaire ou d'un délégué nommé conformément aux articles 15 et 16 par le Gouvernement du pays organisateur ou participant.

Article 23.

La section nationale d'un pays ne peut comprendre que les objets appartenant à ce pays.

Toutefois, peut y figurer, avec l'autorisation du commissaire ou du délégué du pays intéressé, un objet appartenant à un autre pays, à condition qu'il ne serve qu'à compléter l'installation, qu'il soit sans influence sur l'attribution de la récompense à l'objet principal et, qu'à ce titre, il ne bénéficie lui-même d'aucune récompense.

Sont considérés comme appartenant à l'industrie et à l'agriculture d'un pays les objets qui ont été extraits de son sol, récoltés ou fabriqués sur son territoire.

Article 24.

A moins de dispositions contraires dans la législation du pays organisateur, il ne doit en principe être concédé, dans une exposition, aucun monopole de quelque nature qu'il soit. Toutefois, l'Administration de l'exposition pourra, si elle le juge indispensable, accorder les monopoles suivants: éclairage, chauffage, dédouanement, manutention et publicité à l'intérieur de l'exposition. Dans ce cas, elle aura à remplir les conditions suivantes:

1. Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement de l'exposition et dans le bulletin d'adhésion à faire signer par les exposants;

2. Assurer l'usage des services monopolisés aux exposants aux conditions habituellement appliquées dans le pays;

3. Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires dans leurs sections respectives.

Le commissaire du pays organisateur prendra toute mesure pour que les tarifs de main-d'oeuvre demandés aux pays participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés à l'Administration du pays organisateur.

Article 25.

Chaque pays où a lieu une exposition internationale offrira ses bons offices pour obtenir de ses administrations, compagnies et entreprises de chemins de fer, de navigation ou d'aviation, des facilités de transport au profit des objets destinés à cette exposition.

Article 26.

Chaque pays usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns, pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants sont frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

Titre V. – Récompenses.

Article 27.

Le règlement général de l'exposition devra indiquer si, indépendamment des brevets de participation qui peuvent toujours être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux exposants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines classes.

Avant l'ouverture de l'exposition, les exposants qui y prennent part soit dans les sections, soit dans leur pavillon national et qui voudraient rester en dehors de l'attribution des récompenses en feront la déclaration à l'administration de l'exposition, par l'entremise de leurs commissaires ou délégués.

Les membres du jury restent obligatoirement en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 28.

La participation à une exposition est libre ou soumise à une admission préalable. La participation est libre, lorsque tous les objets peuvent être admis à l'exposition sous la réserve que l'exposant ait souscrit en temps voulu le bulletin d'adhésion et rempli les conditions générales établies pour cette adhésion.

La participation est soumise à une admission préalable, lorsque le règlement général édicte que les objets appelés à figurer dans l'exposition doivent satisfaire à certaines conditions spéciales, telles que la bonne fabrication ou l'originalité.

Dans ce cas, le règlement fera connaître les procédés que le pays organisateur aura adoptés pour effectuer l'admission des objets dans sa section nationale afin de permettre aux pays invités de s'y référer, chaque pays gardant la faculté d'appliquer ces procédés selon son appréciation.

Article 29.

L'appréciation et le jugement des objets exposés sont confiés à un jury international, constitué en conformité des règles suivantes:

1. Chaque pays est représenté dans le jury en proportion de la part qu'il prend à l'exposition, en tenant surtout compte du nombre des exposants, non compris les collaborateurs et coopérateurs, et de la superficie qu'ils occupent.

Chaque pays a droit à un juré au moins dans toute classe où ses produits sont exposés, sauf dans le cas où l'Administration de l'exposition et le commissaire ou délégué du pays intéressé sont d'accord pour reconnaître que cette représentation n'est pas justifiée par l'importance de sa participation dans cette classe.

Aucun pays ne peut avoir plus de sept jurés dans une même classe; toutefois cette limitation n'est pas applicable aux classes de l'alimentation liquide et solide;

2. Les fonctions de juré doivent être attribuées à des personnes possédant les connaissances techniques nécessaires;

3. Les jurés ne peuvent être investis de leurs fonctions qu'avec l'agrément de leur gouvernement;

4. Le jury comporte trois degrés de juridiction ou instances.

Article 30.

Les récompenses se divisent en cinq catégories:

1. Grands prix;
2. Diplômes d'honneur;
3. Médailles d'or;
4. Médailles d'argent;
5. Médailles de bronze.

En outre, il peut être attribué, sur la proposition des exposants récompensés ou membres du jury, des diplômes à leurs collaborateurs ou coopérateurs.

La qualité de nombre du jury peut être mentionnée par le titulaire de cette fonction dans tous les cas où les exposants sont autorisés à rappeler leurs récompenses.

La qualification de «hors concours» est désormais interdite tant pour les membres du jury que pour les exposants qui ont demandé à rester en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 31.

Le palmarès de l'Exposition sera enregistré au Bureau international. Les lauréats ne pourront se prévaloir des récompenses accordées qu'à la condition de mentionner, après la récompense, le titre exact de l'exposition. Ils seront autorisés à ajouter à cette mention le monogramme du Bureau international. Le Bureau international des Expositions fera connaître, au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, les expositions enregistrées et lui fera parvenir les palmarès.

Article 32.

Il sera établi, par les soins du Bureau international, des règlements type fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et

déterminant le mode d'attribution des récompenses. L'adoption en sera recommandée aux pays organisateurs.

Titre VI - Dispositions finales

Article 33.

La présente convention sera ratifiée.

a) Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que sept Gouvernements se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il y sera procédé au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

b) Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

c) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des pays qui y prennent part et par le Ministre des Affaires étrangères de la République Française.

d) Les Gouvernements des pays signataires qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de ratification dans les conditions prescrites au paragraphe (a) du présent article pourront le faire ultérieurement au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument des ratifications.

e) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification et des notifications mentionnées à l'alinéa précédent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente convention ou y ont adhéré. Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Gouvernement français fera connaître en même temps la date à laquelle il aura reçu la notification.

Article 34.

a) La présente convention ne s'applique de plein droit qu'aux territoires métropolitains des pays contractants ;

b) Si un pays en désire la mise en vigueur dans ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

Si ce procédé est choisi, le Gouvernement français transmettra aux Gouvernements des pays signataires et adhérents, copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue ;

c) Les expositions qui ne comprennent que les produits de la métropole et des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, sont considérées comme expositions nationales, et par suite non visées par la présente convention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette convention a été étendue à ces territoires.

Article 35.

a) Après l'entrée en vigueur de la présente convention tout pays non signataire pourra y adhérer à toute époque.

b) A cet effet, il notifiera, par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français son adhésion, qui sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

c) Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements des pays signataires et adhérents copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

Article 36.

La présente convention produira effet, pour les pays contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un mois après la date du procès-verbal. Pour les pays qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront ainsi que pour les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat non mentionnés dans les instruments de ratification, la convention produira effet un mois après la date de réception des notifications prévues aux articles 33, alinéa (d); 34, alinéa (b); 35, alinéa (b).

Article 37.

Les pays contractants ne peuvent pas dénoncer la présente convention avant un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

La dénonciation pourra alors être effectuée à toute époque par une notification adressée au Gouvernement de la République française. Elle produira ses effets un an après la date de réception de cette notification. Copie certifiée conforme de la notification, avec indication de la date à laquelle elle a été reçue, sera immédiatement transmise par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements des pays signataires et adhérents.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous suzeraineté ou sous mandat.

Article 38.

Si, par suite de dénonciations, le nombre des pays contractants était réduit à moins de sept, le Gouvernement de la République française convoquerait aussitôt une conférence internationale pour convenir de toutes mesures à prendre.

Article 39.

Le Gouvernement de la République française communiquera également au Bureau international copie de toutes ratifications, adhésions et dénonciations.

Article 40.

La présente convention pourra être signée à Paris jusqu'au 30 avril 1929.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après désignés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique à tous gouvernements des pays représentés à la Conférence de Paris.

Pour l'Albanie:
Dr. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne:
Dr. PETER MATHIES.
EMIL WIEHL
Dr. HANNS HEIMAN.

Pour l'Australie:
F.C. FARAKER.

Pour l'Autriche:
GRUNBERGER.

Pour la Belgique:
E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil:
F. GUI MARAES.

Pour le Canada:
PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie:
JOSÉ DE LA VEGA.

Pour Cuba:
HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark:
H.A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine:
Dr. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne:
CARLOS DE GOYENECHÉ.

Pour la France:
F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.J. LESOUFACHE.
G. ROGER SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce:
N. POLITIS.

Pour le Guatemala:
JOSÉ MATOS.

Pour Haïti:
NEMOURS.

Pour la Hongrie:
FRÉDÉRIC VILLANI.

Pour l'Italie:
GIOVANNI BELLÌ.

Pour le Japon:
H. KAWAI.

Pour le Maroc:
J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas:
E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou:
M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne:
OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal:
A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie:
CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et
Slovènes:
MILOVOJ PILYA.

Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par Sa Majesté
Le Roi avec approbation du Riksdag.
ALBERT EHRENSVARD.
JOSEPH SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse:
DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie:
H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques
socialistes:
M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis à la date de ce jour, à l'effet de procéder à la signature de la convention concernant des expositions internationales.

La délégation belge fait constater que la présente convention ne s'applique pas aux Expositions pour lesquelles une invitation officielle a déjà été adressée, par la voie diplomatique, aux pays étrangers et notamment à l'Exposition internationale organisée à Bruxelles en 1935.

Les délégations des Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, et de l'Etat libre de l'Irlande déclarent qu'elles considèrent que la convention pour le règlement des Expositions internationales ne concerne pas les Expositions qui pourraient être tenues par un membre de la Communauté britannique des Nations et dont la participation serait limitée aux autres membres de la Communauté britannique des Nations.

Au moment de procéder à la signature de la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne tient à préciser que sa signature est apposée *ad referendum* et sous réserve de communications éventuelles de son Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'inclusion dans les dispositions de la convention des Expositions scientifiques ayant une durée dépassant trois semaines et organisées à l'occasion de Congrès internationaux.

Au moment de procéder à la signature du protocole annexé à la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne déclare qu'il ne lui est pas possible de se rallier au quatrième vœu exprimé dans ce protocole, l'Italie n'ayant pas adhéré à la Convention de Madrid du 14 avril 1891, révisée à Washington le 2 juin 1911, sur la répression des fausses indications d'origine.

La délégation japonaise émet le vœu que l'invitation diplomatique adressée par le pays organisateur d'une Exposition spéciale soit envoyée au moins un an et demi à l'avance au Japon, pour tenir compte de la situation géographique de ce pays.

La délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes déclare que pour l'application de la règle de l'article 4 de la convention, selon laquelle un délai d'au moins cinq ans doit séparer deux Expositions spéciales de même nature organisées dans un même pays, le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes se réserve de tenir compte séparément de chacune des six Républiques Membres de l'Union, à savoir celles de Russie, de l'Ukraine, de la Fédération Transcaucasienne, de Russie Blanche, de Turkmenistan et d'Usbekistan.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie:
Dr. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne:
Dr. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
Dr. HANNES HEIMAN.

Pour l'Australie:
F.C. FARAKER.

Pour la Belgique:
E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil:
F. GUI MARAES.

Pour le Canada:
PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie:
JOSÉ DE LA VEGA.

Pour Cuba:
HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark:
H.A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine:
Dr. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne:
CARLOS DE GOYENECHE.

Pour la France:
F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. ROGER SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce:
N. POLITIS.

Pour le Guatemala:
JOSÉ MATOS.

Pour Haïti:
NEMOURS.

Pour la Hongrie:
FRÉDÉRIC VILLANI.

Pour l'Italie:
GIOVANNI BELLÌ.

Pour le Japon:
H. KAWAI.

Pour le Maroc:
J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas:
E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou:
M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne:

La délégation de la Pologne, en signant la présente Convention, tient à communiquer que le Gouvernement polonais a l'intention d'organiser une Exposition générale Internationale à Varsovie en 1943 et qu'elle considère que cette déclaration n'est pas contraire aux engagements qu'elle prend en signant la convention.
OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal:
A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie:
CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et
Slovènes:
MILOVOJ PILYA.

Pour la Suède:
Sous réserve de ratification par Sa Majesté
Le Roi avec approbation du Riksdag.
ALBERT EHRENSVARD.
JOSEPH SACHS.
S. BERGIUS.

Pour la Suisse:
DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie:
H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques
socialistes:
M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

**Конвенција о међународним изложбама
Париз, 22. новембра 1928. године**

Доле потписани, опуномоћени заступници доле наведених влада на конференцији одржаној у Паризу од 12. до 22. новембра 1928. године, споразумели су се да, уз заједнички договор и под условом ратификације о следећим одредбама:

Поглавље I

Дефиниције

Члан 1.

Одредбе ове конвенције примењиваће се искључиво на званичне међународне изложбе односно на оне које су званично признате као такве.

Званичном међународном изложбом или званично признатом изложбом сматра се свака манифестација без обзира на њен назив, на коју су дипломатским путем позване стране земље – обично непериодичног карактера, чији је главни циљ приказати напредак који су постигле различите земље у једној или више области производње, где се у принципу не прави разлика између купаца и посетилаца приликом уласка у изложбене просторије.

Одредбама ове конвенције нису обухваћене:

1. Изложбе које трају краће од три недеље;
2. Научне изложбе организоване поводом међународних конгреса, под условом да њихово трајање не премашује трајање предвиђено под тачком 1;
3. Изложбе из лепих уметности;
4. Изложбе које организује једна земља у другој, на позив ове последње.

Земље потписнице су се сложиле да одбију међународне изложбе из домена ове конвенције које не испуњавају предвиђене обавезе у погледу патроната и субвенција државе, као и других погодности предвиђених у поглављима III, IV и V.

Члан 2.

Изложба је општа ако обухвата резултате људске активности из више области производње или ако је организована ради приказа целокупног напретка постигнутог у одређеној области, као што су хигијена, примењене уметности, савремени комфор, колонијални развој, итд.

Изложба је специјална ако се односи на једну примењену науку (електрицитет, оптика, хемија, итд.), на једну технику (текстил, ливница, графичка уметност, итд.), на једну сировину (кожа и крзно, свила, никл, итд.), на једну елементарну потребу (грејање, исхрана, транспорт, итд.).

Међународни биро из члана 10. припремиће класификацију изложби која ће служити као основа за одређивање занимања и предмета који могу учествовати на посебној изложби сходно претходном ставу. Овај списак ће се моћи ревидирати сваке године.

Члан 3.

Трајање међународних изложби не сме да буде дуже од шест месеци; с тим да Међународни уред може да одобри да изложба општег карактера траје и дуже, под условом да не траје дуже од дванаест месеци.

Поглавље II

Учесталост изложби

Члан 4.

Учесталост изложби из ове конвенције регулисана је сходно следећим начелима:

Опште изложбе су сврстане у две категорије:

Прва категорија: опште изложбе које за позване земље представљају обавезу изградње националних павиљона;

Друга категорија: опште изложбе које за позване земље не представљају горе наведену обавезу.

У једној истој земљи у току петнаестогодишњег периода не може да се организује више од једне опште изложбе прве категорије; мора да прође десет година између две опште изложбе било које категорије.

Свака земља потписница може да организује учешће на општој изложби прве категорије уколико је од последње изложбе прве категорије до ове протекло најмање шест година. Она може да организује учешће на општој изложби друге категорије ако је од последње опште изложбе протекло најмање две године. Овај интервал се повећава на четири године, ако се ради о изложби истог типа.

Рокови из претходног параграфа примењују се без обзира на то да ли је организатор изложбе земља потписница конвенције или није.

Специјалне изложбе истог типа могу да се одржавају истовремено на територији земаља потписница. Рок од пет година је обавезан за њихово понављање у истој земљи. Међутим, Међународни уред може изузетно да смањи овај рок на најмање три године, ако сматра да је тај рок разуман због брзог развоја одређене гране производње. Исто смањење рока може да буде одобрено за изложбе које се већ традиционално одржавају у неким земљама у размаку мањем од пет година.

Специјалне изложбе различитог типа могу да се одрже у истој земљи у временском размаку од најмање три месеца.

Наведени рокови из овог члана рачунају се од датума отварања изложбе.

Члан 5.

Земља потписница на чијој се територији организује изложба сходно одредбама ове конвенције треба, изузев члана 8, да упути дипломатским путем позив страним земљама:

Три године унапред, ако се ради о општим изложбама прве категорије;

Две године унапред, ако се ради о општим изложбама друге категорије;

Годину дана унапред, ако се ради о специјалним изложбама.

Ниједна влада не може да организује или да буде покровитељ учешћа на међународној изложби, без упућивања горе поменутог позива.

Члан 6.

Ако више земаља конкурише за организовање међународне изложбе, оне ће на основу заједничког договора одредити која ће од њих имати привилегију да буде организатор.

Уколико не могу да постигну договор, затражиће арбитражу Међународног бироа који ће узети у обзир наведене аргументе, наиме посебне разлоге историјске или моралне природе, период који је протекао од последње изложбе и број манифестација које су до тада организоване у конкурентским земљама.

Члан 7.

Ако се изложба, са карактеристикама манифестација утврђених у првом члану, организује у земљи која није потписница ове конвенције, земље потписнице ће, пре него што прихвате позив на ову изложбу, да затраже мишљење Међународног бироа.

Оне неће дати свој пристанак за предвиђену изложбу, ако она не пружа исте гаранције које су предвиђене овом конвенцијом или барем довољне гаранције. У случају поклапања датума одржавања изложбе у организацији земље потписнице и земље која није потписница конвенције, остале земље потписнице ће одлучити да ли прихватају прву, осим у изузетним околностима.

Члан 8.

Земље које желе да организују изложбу сходно овој конвенцији, треба Међународном бироу, шест месеци пре рока за слање позива утврђеног у члану 5, да упуте захтев за пријаву за ову изложбу. У захтеву ће навести назив изложбе и њено трајање; приложиће класификацију, општи правилник, правилник о жирију и целокупну документацију о предвиђеним мерама за безбедност лица и конструкција, за заштиту индустријске и уметничке својине и за испуњење обавеза предвиђених у поглављима IV и V. Биро усваја пријаву само ако изложба испуњава услове из ове конвенције.

Ниједна земља потписница неће прихватити позив за учешће на изложби сходно овој конвенцији, ако у позиву није наведено одобрење за пријаву.

У сваком случају, земље потписнице које су примиле позив задржавају слободу да не учествују на изложби организованој у складу са одредбама ове конвенције.

Члан 9.

Ако једна земља одустане од организовања изложбе коју је планирала и за коју је дато одобрење, Међународни биро ће одлучивати о датуму када ће она моћи да конкурише поново са осталим земљама за организацију неке друге изложбе.

Поглавље III

Међународни биро за изложбе

Члан 10.

Оснива се Међународни биро за изложбе задужен за надзор над применом ове конвенције. Биро има Административни савет коме помаже Комисија за класификацију, као и директора чије су именовање и дужности утврђени правилником из следећег члана.

Први састанак Административног савета Међународног бироа биће сазван у Паризу од стране Владе Републике Француске у години која следи после ступања на снагу ове конвенције. На том састанку ће Комисија одредити седиште Међународног бироа и изабрати директора.

Члан 11.

Административни савет чине чланови из земаља потписница и то један до три представника по земљи. Он има право да међу своје чланове укључи и два или три члана Међународне трговинске коморе које ова комора именује.

Савет одлучује о свим питањима сходно својим надлежностима из ове конвенције; он расправља и усваја правилнике о организацији и унутрашњем функционисању Међународног бироа. Усваја буџет прихода и расхода, контролише и одобрава рачуне.

Члан 12.

Свака земља, независно од броја делегата, располаже једним гласом унутар Савета. Свака земља може да повери другој земљи да је заступа, с тим да у том случају та земља има број гласова у складу са бројем земаља које заступа. Кворум од две трећине заступљених земаља у Савету је неопходан за ваљаност одлучивања.

Приликом гласања неопходна је апсолутна већина гласова, изузев у следећим случајевима:

1. Усвајање правилника;
2. Повећање буџета;
3. Одбијање жалбе једне земље потписнице или прихватање жалбе, ако ју је приложило више земаља;
4. Одобрење за општу изложбу са трајањем дужим од шест месеци.

У ова четири случаја, неопходна је већина од две трећине земаља заступљених у Међународном бироу.

Члан 13.

Комисију за класификацију чине представници дванаест земаља потписница које именује њихова влада.

Половину ових земаља именује Међународни биро; друга половина се ротира у складу са условима утврђеним у правилнику Бироа.

Комисија може да међу своје чланове укључи, у својству саветника, једног или два члана Међународне трговинске коморе именована од стране коморе.

Комисија доставља класификацију из члана 2. на одобрење Административном савету, као и измене које би могле да се унесу. У вези примене рокова предвиђених чланом 4. даје мишљење о томе да ли је изложба која се пријављује специјална или општа и, да ли је, упркос свом називу и класификацији, другачијег карактера од претходне изложбе или од специјалне изложбе која се организује истог датума.

Члан 14.

Буџет Бироа се привремено утврђује на 4,000 фунти. Трошкове Бироа сnose земље потписнице чије се учешће утврђује на следећи начин: удео земаља чланица Друштва народа утврђује се пропорционално са њиховим доприносом који плаћају у Друштву народа. Изузев у случају када се горе утврђени буџет повећава, највећи удео по земљи не може бити већи од 500 фунти. Земље које нису чланице Друштва народа именују земљу чланицу Друштва народа имајући у виду њихову економску развијеност и њихов удео је једнак уделу на тај начин утврђене земље.

Административни савет такође може да одобри убирање других прихода наплатом пружених услуга групама или појединцима.

Поглавље IV

Обавезе земаља домаћина и земаља учесника

Члан 15.

Влада која позива на међународну изложбу треба да именује комесара владе или делегата задуженог да је заступа и да гарантује извршење обавеза према страним учесницима. Осим тога, комесар или делегат треба да предузме све неопходне мере за материјално очување изложбених експоната.

Члан 16.

Владе земаља учесника треба да именују комесаре или делегате за њихово заступање и за контролу поштовања правилника објављених поводом манифестације.

Комесари или делегати су искључиво задужени за доделу или за распоређивање места за учеснике изложбе у павиљонима својих земаља и у националним секцијама.

Члан 17.

На општој изложби Администрација нема право да наплаћује било какве таксе за покривена и отворена изложбена места предвиђена програмом изложбе и додељена свакој земљи учесници.

Члан 18.

Приликом сваке изложбе сходно овој конвенцији, инострани предмети ослобођени плаћања царине и такси прихватају се привремено под условом да поново буду изнети из земље. Потврдом пошиљаоца приложеном уз робу потврђује се број и врста, марке и бројеви пакета, као и трговински назив производа, њихова тежина, порекло и вредност. Са предмета се у просторијама изложбе скида плomba без њиховог подвргавања царинској контроли на граници. Претходне одредбе су примењиве под условом да је то у складу са царинским прописима земље организатора изложбе.

Ако је према националном законодавству земље домаћина неопходна гаранција за привремено ослобађање од царине предвиђено у претходном параграфу, гаранција коју пружа комесар сваке земље учеснице у име излагача биће сматрана довољном за плаћање царинских и других дажбина и такси за изложбене експонате који не би били поново изнети из земље у утврђеном року по затварању изложбе.

Искључују се из повластице привременог ослобађања од такси залихе робе која не представља узорак у правом смислу те речи и која се увози са искључивим циљем да се пусти у продају за време изложбе.

У случају потпуног или делимичног уништења изложбених експоната, излагач има право на ослобађање од плаћања:

1) Ако докаже да су непредстављене количине или оштећени предмети били коришћени за потребе изложбе или да више не могу да буду продати због своје кварљивости;

2) Ако по царинској тарифи није наплатива никаква дажбина или улазна такса за оштећене или неупотребљиве предмете.

Ова погодност неће бити одобрена ако су предмети пуштени у употребу за коју су нормално намењени.

Доказе из става 4. подноси комесар или делегат земље чији је држављанин излагач; одлуку о томе доноси Администрација земље где се одржава изложба.

Сматраће се предметима намењеним за изложбу сходно претходним одредбама:

1) Грађевински материјали чак иако су увезени у виду сировина у циљу употребе по доспећу у земљу где се изложба одржава;

2) Алати, транспортни материјал за радове везане за изложбу;

3) Предмети који служе за унутрашњу и спољну декорацију просторија, штандова, полица излагача;

4) Предмети који служе за декорацију и опремање просторија намењених комесарима или делегатима земаља учесница, као и канцеларијски материјал који је предвиђен за њих;

5) Предмети и производи коришћени за инсталације и за функционисање изложених машина или апарата;

6) Узорци потребни жирију за оцену и за квалификацију изложених предмета, уз обавезу издавања потврде комесара секције са напоменом о врсти и количини употребљених предмета.

Осим тога, ослобођени су такси:

1) Каталози, брошуре и званични плакати, са или без илустрација, израђени у земљама учесницама на изложби;

2) Каталози, брошуре, плакати и друге публикације, са или без илустрација, које страни излагачи бесплатно деле на изложби и само за време изложбе.

Одредбе овог члана не примењују се на предмете који, сходно законодавству земље организатора, припадају монополу државе или чија је продаја забрањена или уређена лиценцом, изузев под условима прописаним од стране владе те земље. Међутим, излагање ових производа је дозвољено уз примену контролних мера у циљу забране њихове продаје.

Члан 19.

Правилник сваке међународне изложбе треба да садржи клаузулу која излагачу даје право да повуче своју изјаву о учешћу, у случају да дође до погоршања у погледу права која се примењују на производе тог излагача након што је прихватио да учествује на изложби.

Члан 20.

После изложбе, излагач може, ако законодавство земље где је изложба одржана то не забрањује, да прода и испоручи изложене узорке. У том случају не подлеже другим таксама осим онима које би морао да плати у случају директног увоза.

Члан 21.

На међународној изложби, географски назив који се односи на земљу учесницу може се користити за обележавање неке групе или поставке само уз одобрење комесара или делегата те земље.

У случају неучешћа земље потписнице, овакве забране изриче администрација изложбе на захтев заинтересоване владе.

Члан 22.

На изложби се сматрају националним и стога се тако могу називати само секције конституисане под надзором комесара или делегата именованог, сходно чл. 15 и 16, од стране владе земље организатора или учеснице.

Члан 23.

Национална секција једне земље може да садржи само предмете који припадају тој земљи.

Међутим, уз дозволу комесара или делегата заинтересоване земље, у њу се може уврстити и предмет који припада другој земљи, под условом да искључиво служи за допуњавање поставке, да не утиче на висину надокнаде додељене главном предмету и да јој, по том основу, не припада никаква надокнада.

Предметима који припадају индустрији или пољопривреди једне земље сматрају се само предмети добијени из њеног тла, односно убирани или произведени на њеној територији.

Члан 24.

Изузев у случају када законске одредбе земље организатора предвиђају другачије, на изложби се не може дозволити монопол било које врсте. Администрација изложбе међутим, ако процени неопходним, може да дозволи монопол у следећим областима: расвета, грејање, ослобађање од царине, одржавање и рекламирање унутар изложбе. У том случају мора да испуњава следеће услове:

1. Навести постојање овог или ових видова монопола у правилнику изложбе и у билтену за приступ који излагачи потписују;
2. Обезбедити коришћење монополисаних услуга за излагаче под уобичајеним условима који се примењују у земљи;
3. Ни у ком случају не ограничавати надлежности комесара у својим секцијама.

Комесар земље организатора доноси мере како тарифе радника које се наплаћују земљама учесницама не би биле више од оних које се траже од администратора земље организатора.

Члан 25.

Свака земља у којој се одржава међународна изложба понудиће своју помоћ у добијању од својих администрација, компанија и предузећа за железнички, бродски или авио-превоз олакшица приликом превоза предмета намењених за изложбу.

Члан 26.

Свака земља ће употребити сва средства, сходно свом законодавству, која сматра најцелисходнијим за спречавање активности фиктивних промотера изложби или изложби на које су учесници преваром привучени лажним обећањима, огласима или рекламама.

Поглавље V

Надокнаде

Члан 27.

У општем правилнику изложбе треба навести, независно од повластица које се увек могу додељивати, да ли ће излагачима бити додељене награде или не. У случају да су предвиђене награде, њихова висина може да се ограничи за неке категорије.

Пре отварања изложбе, излагачи који на њој учествују, било по секцијама или у свом националном павиљону, а који желе да буду изузети од доделе награда, о томе треба да дају изјаву администрацији изложбе преко својих комесара или делегата.

Чланови жирија обавезно су изузети од доделе награда.

Члан 28.

Учешће на изложби може да буде слободно или да подлеже претходном одобрењу.

Учешће је слободно, ако сви предмети за изложбу могу да буду слободно прихваћени, под условом да излагач у одређеном року потпише приступницу и испуњава све услове за приступ.

Учешће подлеже претходном одобрењу, ако је општим правилником изложбе предвиђено да предмети који ће се излагати треба да испуњавају специјалне услове као што су добра израда или оригиналност.

У том случају, правилником ће бити предочене процедуре усвојене у земљи оргазнизатору за пријем предмета у националну секцију, како би позваној земљи било омогућено да се позове на њих, с тим да свака земља задржава право да по сопственом нахођењу примењује своје процедуре.

Члан 29.

Процену и оцену изложених предмета врши међународни жири састављен према следећим правилима:

1) Свака земља је заступљена у жирију у сразмери свог учешћа на изложби, имајући пре свега у виду број излагача, не рачунајући сараднике и кооператоре, и површину коју заузимају.

Свака земља има право на једног члана жирија за сваку категорију у којој има изложене производе, изузев ако су администрација изложбе и комесар или делегат дотичне земље сагласни да му признају да његово учешће није оправдано обимом учешћа у тој категорији. Ниједна земља не може да има више од седам чланова жирија по категорији; с тим да се ово ограничење не примењује за намирнице у течном и чврстом стању;

2) Функција члана жирија треба да буде додељена особама са неопходним техничким знањем.

3) Чланови жирија не могу да буду именовани на ту функцију без сагласности своје владе;

4) Жири располаже са три степена одлучивања или инстанци.

Члан 30.

Награде су подељене у пет категорија:

1. Велике награде;
2. Почасне дипломе;
3. Златне медаље;
4. Сребрне медаље;
5. Бронзане медаље.

Осим тога, на предлог награђених излагача или чланова жирија, могу да буду додељене дипломе њиховим сарадницима и кооператорима.

Својство члана жирија носилац може да наводи у свим случајевима када су излагачи овлашћени да се позивају на своје награде.

Квалификација „изван конкуренције“ од сада је забрањена како за чланове жирија тако и за излагаче који су тражили да буду изузети од доделе награда.

Члан 31.

Ранг листа изложбе биће регистрована у Међународном бироу. Награђени ће моћи да се позивају на награде које су им додељене под условом да наведу, иза награде и тачан назив изложбе. Биће им одобрено да уз ову напомену наведу и монограм Међународног бироа. Међународни биро изложби обавестиће Међународни биро за индустријску својину у Берну о регистрованим изложбама и доставиће му ранглисте.

Члан 32.

Међународни биро ће сачинити типски правилник о општим условима састава и рада жирија, као и о начину доделе награда. Земље организатори добиће препоруку за његово усвајање.

Поглавље VI

Завршне одредбе

Члан 33.

Ова конвенција ће бити ратификована.

(а) Свака влада ће обавестити Владу Француске чим буде спремна за депоновање ратификације. Када седам влада буде обавестило о својој спремности за депоновање ратификације, покренуће се процедура у току наредног месеца пошто је Влада Француске примила последњу декларацију и на дан који ова влада одреди.

(б) Ратификације ће бити депоноване у архиви Владе Француске.

(с) О депоновању ратификација биће сачињен записник који ће потписати представници земаља које у томе учествују, као и министар спољних послова Републике Француске.

(д) Владе земаља потписница које нису у могућности да депонују инструмент ратификације под условима предвиђеним у ставу (а) овог члана, моћи ће то накнадно да учине упућивањем писменог обавештења о томе Влади Републике Француске уз приложени инструмент ратификације.

(е) Влада Француске ће се постарати да дипломатским путем достави оверену копију записника о првом депоновању ратификације и о обавештењима наведеним у претходном ставу владама које су потписале ову конвенцију односно које су јој приступиле. У случају из претходног става, Влада Француске ће истовремено обавестити о датуму када је обавештење примила.

Члан 34.

(а) Ова конвенција ће се интегрално примењивати само на територији земаља потписница;

(б) Ако нека земља жели да се она примењује и на територији њених колонија, протектората, прекоморских територија или сизеренства односно доминијума, ту своју намеру треба да наведе у самом инструменту ратификације или ће она бити предмет писменог обавештења упућеног Влади Француске, који ће бити депонован у архиву те владе.

Ако се одабере овај поступак, Влада Француске ће владама које су потписале ову конвенцију односно које су јој приступиле доставити оверену копију обавештења, уз наведени датум његовог пријема;

(с) Изложбе које садрже искључиво производе са територије земље и са територије њених колонија, протектората, прекоморских територија или сизеренства односно доминијума, сматрају се националним изложбама и као такве нису предмет ове конвенције, без обзира на то да ли је важност конвенције проширена на те територије.

Члан 35.

(а) После ступања на снагу ове конвенције, било која земља која је није потписала може накнадно да јој приступи.

(б) У ту сврху ће писменим и дипломатским путем обавестити Владу Француске о својој намери, што ће бити депоновано у архиву те владе.

(с) Влада Француске ће одмах доставити владама које су потписале ову конвенцију односно које су јој приступиле оверену копију обавештења, уз наведени датум његовог пријема.

Члан 36.

Ова конвенција ће ступити на снагу за земље потписнице које ће учествовати у првом депоновању ратификација, месец дана после сачињавања записника. За земље које је буду накнадно ратификовале или јој буду накнадно приступиле, као и за њихове колоније, протекторате, прекоморске територије или сизеренства односно доминијуме који нису наведени у инструментима ратификације, конвенција ће почети да важи месец дана после датума пријема обавештења предвиђена у чл. 33. под (d); 34. под (b) и 35. под (b).

Члан 37.

Земље потписнице не могу да откажу конвенцију пре истека рока од пет година од дана њеног ступања на снагу.

Отказивање се после тога може извршити у било ком моменту писменим обавештењем упућеним Влади Републике Француске. Оно ће ступити на снагу годину дана после пријема обавештења. Влада Републике Француске ће владама које су потписале ову конвенцију односно које су јој приступиле доставити оверену копију обавештења, уз наведени датум његовог пријема.

Одредбе овог члана примењиваће се и на колоније, протекторате, прекоморске територије или сизеренства односно доминијуме.

Члан 38.

Ако се после отказивања број земаља потписница смањи на испод седам, Влада Републике Француске ће одмах сазвати међународну конференцију ради договора о свим мерама које треба предузети.

Члан 39.

Влада Републике Француске ће Међународном бироу такође доставити оверену копију сваке ратификације, приступања и отказивања.

Члан 40.

Ова конвенција ће моћи да се потпише у Паризу до 30. априла 1929. године.

У потврду чега су доле наведени опуномоћени потписали ову конвенцију.

Сачињено у Паризу, двадесет другог новембра хиљаду деветсто двадесет осме године, у једном примерку који ће бити депонован у архиву Владе Републике Француске и чије ће оверене копије бити достављене дипломатским путем свим владама земаља заступљених на париској конференцији.

За Албанију:
DR. STAVRO STAVRI

За Немачку:
DR. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
DR. HANS HEIMAN

За Аустралију:
F.C. FARAKER

За Аустрију:
GRUNBERGER

За Белгију:
E. DE GAIFFIER

За Бразил:
F. GUIMARAES

За Канаду:
PHILIPPE ROY

За Колумбију:
JOSE DE LA VEGA

За Кубу:
HERNANDEZ PORTELA

За Данску:
H. A. BERNHOFT

За Доминиканску Републику:
DR. T. FRANCO FRANCO

За Шпанију:
CARLOS DE GOYENECHÉ

За Француску:
F. CHAPSAL
CHARMEIL
R. COULONDRE
J. LESOUFACHE
G. ROGER SANDOZ
BARON THENARD

За Велику Британију и Северну Ирску:
E. CROWE
J. R. CAHILL
H. W. G. COLE

За Грчку:
N. POLITIS

За Гватемалу:
JOSE MATOS

За Хаити:
NEMOURS

За Мађарску:
FREDERIC VILLANI

За Италију:
GIOVANNI BELLI

За Јапан:
H. KAWAI

За Мароко:
J. NACIVET

За Холандију:
E. H. KRELAGE

За Перу:
M. H. CORNEJO

За Пољску:
OTTTHON WECLAWOWICZ

За Португал:
A. DA GAMA OCHOA

За Румунију:
CONST. DIAMANDY

За Краљевину Срба, Хрвата и Словенаца:
MILIVOJ PILYA

За Шведску:
Под условом да је ратификује Њ. В. Краљ уз сагласност
Риксдага.
ALBERT EHRENSVARD
JOSEPH SACHS
S. BERJIUS

За Швајцарску:
DUNANT
DR M. G. LIENERT
GUSTAV BRANDT

За Тунис:
H. GEOFFROY-SAINT-HILLAIRE

За Савез Совјетских Социјалистичких
Република:
M. TOUMANOFF
G. LACHKEVITCH
M. RAFALOFF

ПРОТОКОЛ ПОТПИСИВАЊА ⁽²⁾

Доле потписани опуномоћени су се састали на данашњи дан да би приступили потписивању конвенције о међународним изложбама.

Белгијска делегација је констатовала да се ова конвенција не примењује на изложбе за које је страним земљама већ упућен званичан позив, дипломатским путем, као што је међународна изложба која ће се одржати 1935. године у Брислу.

Делегације влада Уједињеног Краљевства Велике Британије и Северне Ирске, Канаде, Аустралије, Новог Зеланда и Слободне државе Ирске изјављују да сматрају да се конвенција о организовању међународних изложби не односи на изложбе које би евентуално организовала Британска заједница народа на којима би учешће било ограничено на остале чланове Британске заједнице народа.

У моменту приступања потписивању конвенције о међународним изложбама, италијанска делегација жели да прецизира да свој потпис ставља ад референдум и уз задршку да ће Влада Италије евентуално имати нешто да саопшти у вези са одредбама које се односе на научне изложбе са трајањем дужим од три недеље и организованим поводом међународних конгреса.

У тренутку приступања потписивању протокола приложеног уз конвенцију о међународним изложбама, италијанска делегација изјављује да није у могућности да се прикључи четвртој жељи израженој у протоколу, пошто Италија није потписала Мадридску конвенцију од 14. априла 1891. године о сузбијању лажних података о пореклу, ревидирану у Вашингтону 2. јуна 1911. године.

Јапанска делегација је изразила жељу да дипломатски позив за специјалну изложбу Јапану буде послат од стране земље организатора најмање годину и по дана раније, имајући у виду географски положај Јапана.

Делегација Савеза Совјетских Социјалистичких Република изјављује у вези са применом одредбе члана 4 конвенције, према којој између две специјалне изложбе истог типа организоване у истој земљи треба да протекне најмање пет година, да Влада Савеза Совјетских Социјалистичких Република задржава право да посебно води рачуна о свакој од шест република чланица Савеза, о Русији, Украјини, Транскавказској Федерацији, Белорусији, Туркменистану и Узбекистану.

Као потврду тога доле потписани пуномоћници потписали су овај протокол.

Сачињено у Паризу, двадесет другог новембра хиљаду деветсто двадесет осме године.

За Албанију:
DR. STAVRO STAVRI

За Немачку:
DR. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
DR. HANS HEIMAN

За Аустралију:
F.C. FARAKER

За Белгију:
E. DE GAIFFIER

За Бразил:
F. GUIMARAES

За Канаду:
PHILIPPE ROY

За Колумбију:
JOSE DE LA VEGA

За Кубу:
HERNANDEZ PORTELA

За Данску:
H. A. BERNHOFT

За Доминиканску Републику:
DR. T. FRANCO FRANCO

За Шпанију:
CARLOS DE GOYENECHÉ

За Француску:
F. CHAPSAL
CHARMEIL
R. COULONDRE
J. LESOUFACHE
G. ROGER SANDOZ
BARON THENARD

За Велику Британију и Северну Ирску:
E. CROWE
J. R. CAHILL
H. W. G. COLE

За Грчку:
N. POLITIS

За Гватемалу:
JOSE MATOS

За Хаити:
NEMOURS

За Мађарску:
FREDÉRIC VILLANI

За Италију:
GIOVANNI BELLI

За Јапан:
H. KAWAI

За Мароко:
J. NACIVET

За Холандију:
E. H. KRELAGE

За Перу:
M. H. CORNEJO

За Пољску:
Делегација Пољске, потписујући ову конвенцију, жели да саопшти да Влада Пољске намерава да организује општу међународну изложбу у Варшави 1943. године и да сматра да ова изјава није у супротности са обавезама које преузима потписивањем ове конвенције.
OTTTHON WECLAWOWICZ

За Португал:
A. DA GAMA OCHOA

За Румунију:
CONST. DIAMANDY

За Краљевину Срба, Хрвата и Словенаца:
MILIVOJ PILYA

За Шведску:
Под условом да је ратификује Њ. В. Краљ уз сагласност Риксдага.
ALBERT EHRENSVARD
JOSEPH SACHS
S. BERJUS

За Швајцарску:
DUNANT
DR M. G. LIENERT
GUSTAV BRANDT

За Тунис:
H. GEOFFROY-SAINT-HILLAIRE

За Савез Совјетских Социјалистичких Република:
M. TOUMANOFF
G. LACHKEVITCH
M. RAFALOFF

Члан 3.

Овај закон ступа на снагу осмог дана од дана објављивања у „Службеном гласнику Републике Србије - Међународни уговори”.